

Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais Séance plénière des 20 et 21 octobre 2011

Motion présentée par le Groupe Communiste, Parti de Gauche et Unitaires et adoptée lors de la séance plénière

La rentrée s'annonce particulièrement difficile pour de nombreuses familles : coût de la rentrée scolaire, baisse du pouvoir d'achat, chômage en hausse augmentation des produits, biens et services de première nécessité... La pauvreté a augmenté et touche 13,5% de la population, alors même que l'Union Européenne supprime le financement des associations caritatives. L'écart ne cesse de grandir entre ceux qui vivent de la bourse, et ceux qui n'ont que leur travail ou ont sombré dans la précarité. C'est dans ce contexte que le Gouvernement annonce un plan d'austérité sans précédent, exigeant des français à se serrer la ceinture pour répondre au souhait des tenants de l'Europe libérale de réduire les déficits publics à 3% du PIB.

Un tel programme semble particulièrement indécent et déconnecté des réalités dans une région comme le Nord Pas de Calais, qui subit durement les conséquences de la crise et le recul des politiques publiques dans l'éducation, la santé, l'action sociale, la magistrature et bien d'autres domaines...

L'appel à l'unité nationale lancé par les plus grosses fortunes de France est une piètre diversion pour masquer un effort qui pèsera avant tout sur la plus grande majorité de la population. A titre d'exemple, la création d'une contribution « exceptionnelle » sur les hauts revenus à hauteur de 200 millions d'euros semble bien dérisoire quand la seule baisse de l'ISF a privé l'Etat d'une recette de 2 milliards d'euros.

Cette « règle d'or » est en réalité synonyme d'austérité pour nos concitoyens, de destruction des services publics, de marchandisation de la santé et de l'école, d'asphyxie financière des collectivités, de gel des salaires, tout en garantissant le profit des actionnaires. Autant de principes que rejettent massivement les peuples, qui dans toute l'Europe manifestent et s'indignent !

L'heure est à la résistance et à la mobilisation pour refuser ce diktat de l'Europe libérale et rendre possible une autre voie pour une juste répartition des richesses.

La seule règle d'or qui vaille, c'est celle de **l'Humain d'abord !**

La recherche de la baisse des déficits publics à tout prix ne contribuera pas à la sortie de crise. Celle-ci ne peut s'amorcer que par un virage sans précédent qui mette la question de l'emploi et des salaires au cœur même des choix économiques. La taxation du capital au même niveau que celle du travail rapporterait ainsi à elle seule 100 milliards d'euros, soit deux fois le service de la dette.

Nous, élus régionaux, devons respecter les engagements politiques pris devant nos électeurs et ne laisser ni les marchés financiers, ni la commission européenne décider des choix et de la mise en œuvre des politiques publiques.

Nous appelons les élus de gauche au plan national à refuser l'inscription dans la constitution de toute « règle d'or » qui empêcherait la mise en œuvre d'une politique de progrès et de solidarité.

Nous refusons également de voir imposer une telle politique d'austérité aux budgets de notre collectivité et aux politiques régionales

Par conséquent, nous envoyons un message clair au gouvernement : **Nous refusons la baisse annoncée des contributions d'Etat au financement des politiques publiques de notre région, et la charge financière qu'on voudrait par conséquent faire supporter à ses habitants.**

Plus que jamais, l'heure est à la résistance et à la mobilisation ! C'est l'appel que nous lançons aux habitants du Nord Pas de Calais.